



Soutenir les grévistes d'Europe 1, c'est défendre l'indépendance des médias

Le SNJ-CGT et le SNRT-CGT Audiovisuel apportent tout leur soutien aux salariés d'Europe 1, en grève depuis vendredi, qui se réuniront à nouveau en assemblée générale ce lundi 21 juin, à 10 heures.

Le SNJ-CGT et le SNRT-CGT Audiovisuel appellent leurs militant-es, ainsi que tous les défenseurs de la liberté de la presse à se rassembler, en soutien aux grévistes d'Europe 1 :

**Lundi 21 juin, à 9 heures, devant le siège d'Europe 1
2, rue des Cévennes, Paris 15e (métro Javel-André Citroën, ligne 10)**

Votée à une écrasante majorité le 17 juin, la grève a été déclenchée après la mise à pied d'un journaliste, qui pourrait aboutir à son licenciement. Ce dernier s'était insurgé contre le comportement d'une cadre de la DRH, qui avait enregistré clandestinement une réunion de salariés.

Mais ce n'est là que le dernier épisode en date de la caporalisation intervenue à Europe 1 depuis la prise de pouvoir de Vincent Bolloré. Dans une [tribune publiée par Le Monde](#) le 17 juin, l'intersyndicale d'Europe 1 (SNJ, CGT, CFTC, FO) et la Société des rédacteurs écrivent ainsi : « Jour après jour, la station semble s'arrimer un peu plus à l'antenne de CNews [*propriété de Vivendi*], conformément au rêve de Vincent Bolloré depuis des années. Devenu premier actionnaire du Groupe Lagardère [*par l'intermédiaire de Vivendi*], il a désormais les coudées franches pour concrétiser son projet... sans même avoir besoin de racheter la radio. La mise à l'écart de voix "maison" et leur probable remplacement par des nouveaux venus "vus sur CNews", ainsi que la méthode consistant à mettre à pied ceux qui expriment trop fort leur désaccord nous montrent que ce projet est enclenché. [...] En liant son sort à une chaîne qui s'illustre à longueur de journée par un activisme politique fortement ancré à droite, voire parfois à l'extrême droite, Europe 1 va perdre ce qui lui reste de plus précieux : son capital de crédibilité auprès des auditeurs. »

Lors de son congrès, qui s'est tenu du 14 au 16 juin à Lille, auquel le SNRT-CGT Audiovisuel était invité, le SNJ-CGT a appelé dans une motion la profession à se mobiliser « contre les idées d'extrême droite » ([lire ici](#)), estimant qu'il « n'est pas tolérable qu'on banalise les idées d'extrême-droite, en privilégiant dans les médias les thèmes du "tous contre tous", ni qu'on privilégie les sujets sur l'insécurité, sans recul, ni débats contradictoires. Pas plus qu'on instrumentalise chaque fait-

divers et que soient privilégiés les porte-paroles de la haine et du complotisme, en vue de faire du buzz et de l'audimat. »

A Canal+ aussi, Vincent Bolloré a fait preuve de sa conception brutale du management. Après l'éviction de l'humoriste Sébastien Thoen, pour une parodie de l'émission de Pascal Praud sur CNews, puis le licenciement du journaliste Stéphane Guy, coupable d'avoir défendu à l'antenne son collègue, plusieurs des 150 signataires d'une pétition de protestation ont été, à leur tour, mis à la porte. Leur crime ? Avoir écrit ceci : « Nous revendiquons le droit d'exercer nos métiers sans craindre d'être licenciés, écartés, inquiétés si ce que nous disons, écrivons, déplaît à notre direction. » Il y a quelques années, c'est un documentaire sur le Crédit Mutuel qui avait été censuré.

Cette violence rappelle celle exercée lors des 31 jours de grève de 2016 à I-Télé. Vincent Bolloré n'a rien cédé, une centaine de journalistes écœurés ont quitté la chaîne de télévision, devenue dans la foulée CNews, avec le changement de ligne éditoriale qu'on connaît.

Après Canal+ et Europe 1, Vincent Bolloré a également mis la main le 1^{er} juin sur le premier groupe de presse magazine, Prisma Media (*Géo, Capital, Gala, Voici...*) provoquant une forte inquiétude chez les journalistes, qui réclament l'adoption d'une charte de déontologie protégeant leur indépendance. Là encore, les prochaines semaines seront décisives.

Car l'interventionnisme de Vincent Bolloré sur la ligne éditoriale et le contenu des médias dont il a le contrôle ne date pas d'hier. On se souvient des articles publiés dans *Direct-Matin* pour faire la promotion d'Autolib, le service de voiture partagée de Bolloré qui s'est soldé par un fiasco. Mais aussi des sujets valorisant des despotes africains avec lesquels le groupe est en affaires, notamment dans les activités portuaires et ferroviaires.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : si le comportement de Vincent Bolloré s'apparente à une caricature, c'est bien la concentration de la presse et des médias dans les mains de quelques milliardaires qui pose problème : Xavier Niel, Patrick Drahi, Bernard Arnault, la famille Bouygues... D'autant que ces derniers sont à la tête de groupes industriels et qu'ils réalisent une partie de leur chiffre d'affaires grâce à des marchés passés par la puissance publique. La fusion annoncée M6/TF1 illustre, une fois de plus, les dangers de cette situation malsaine.

Lors de son congrès, le SNJ-CGT a réaffirmé sa revendication d'une indépendance des rédactions vis-à-vis des actionnaires, de la mise en place de véritables dispositifs légaux anti-concentration - dans la presse comme dans l'audiovisuel - et d'une profonde réforme des aides à la presse.

Ce combat n'est pas seulement celui des journalistes et des professionnels des médias, mais bien celui de tous les citoyens.

Il commence par un soutien aux grévistes d'Europe 1.

Paris, le 20 juin 2021.